



CHAPITRE 27

Loi de l'aide au développement industriel régional

[Sanctionnée le 21 juin 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

« prime »:

« entreprise de fabrication ou de transformation »:

« compagnie »:

« règlement »:

« ministre »:

Primes autorisées:

Objets des investissements:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « prime »: une prime accordée en vertu de l'article 2;

b) « entreprise de fabrication ou de transformation »: une entreprise de fabrication ou de transformation au sens des règlements;

c) « compagnie »: en plus de son sens ordinaire, une compagnie visée au sous-paragraphe a du paragraphe 4° de l'article 2 de la Loi de l'impôt sur les corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 67);

d) « règlement »: un règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

e) « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce.

2. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, accorder, avant le 1er avril 1971, des primes aux compagnies qui investissent dans des entreprises de fabrication ou de transformation qu'elles exploitent ou se proposent d'exploiter elles-mêmes.

3. Les investissements pour lesquels des primes peuvent être accordées doivent

CHAPTER 27

Regional Industrial Development Assistance Act

[Assented to 21st June 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Interpretation:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "premium": a premium granted under section 2;

(b) "manufacturing or processing business": a manufacturing or processing business within the meaning of the regulations;

(c) "company": in addition to its ordinary meaning, a company contemplated in sub-paragraph a of paragraph 4 of section 2 of the Corporation Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 67);

(d) "regulation": a regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act;

(e) "Minister": the Minister of Industry and Commerce.

2. The Minister, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may grant, before the 1st of April 1971, premiums to companies which invest in manufacturing or processing businesses which they operate or propose to operate themselves.

3. The investments for which premiums may be granted must have one

"premium";

"manufacturing or processing business";

"company";

"regulation";

"Minister";

Premiums authorized.

Object of investments.

avoir l'un ou plusieurs des objets suivants:

a) la construction ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures;

b) l'achat de machinerie, d'outillage ou d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures.

Fabrication ou transformation seulement.

4. Une prime peut être accordée à une compagnie dont une partie seulement des entreprises qu'elle exploite ou se propose d'exploiter consiste en des entreprises de fabrication ou de transformation; il n'est toutefois tenu compte, dans le calcul de la prime, que de l'investissement effectué dans la fabrication ou la transformation.

Machineries usagées, etc.

5. Lorsqu'un investissement comprend des achats de machinerie, d'outillage ou d'équipement usagés, une prime peut être accordée si la valeur de ces achats est inférieure à vingt-cinq pour cent du montant total des achats de machinerie, d'outillage ou d'équipement compris dans l'investissement.

Services requis doivent être prévus.

6. Il doit être démontré au ministre que la municipalité dans le territoire de laquelle se feront les investissements pour lesquels une prime peut être accordée est en mesure de fournir les services requis pour le bon fonctionnement de l'entreprise dont il s'agit.

Condition.

7. Les investissements pour lesquels une prime peut être accordée doivent n'avoir fait l'objet d'aucun engagement contractuel, au sens des règlements, avant le 1er avril 1968 et l'activité régulière qui doit résulter de ces investissements doit débuter avant le 1er avril 1972.

Lieu des investissements.

8. Les investissements pour lesquels une prime peut être accordée doivent être effectués dans une des parties du Québec décrite à l'annexe ou désignée par règlement.

Montant de la prime.

Le montant de la prime varie selon que les investissements sont effectués dans la zone I ou la zone II et il peut atteindre au plus \$500,000.

Idem.

Dans la zone I la prime est égale, pour chaque investissement, à vingt-cinq pour cent des montants investis.

or more of the following objects:

(a) the construction or extension of works or manufactories;

(b) the purchase of machinery, tools or equipment for operating works or manufactories.

4. A premium may be granted to a company of which only a portion of the businesses which it operates or proposes to operate consists of manufacturing or processing businesses; but, in computing the premium, account shall be taken only of the investment made in manufacturing or processing.

5. When an investment includes purchases of used machinery, tools or equipment, a premium may be granted if the value of such purchases is less than twenty-five per cent of the total amount of the purchases of machinery, tools or equipment comprised in the investment.

6. It must be demonstrated to the Minister that the municipality in whose territory the investments for which a premium may be granted will be made is able to provide the services required for the proper functioning of the business concerned.

7. The investments for which a premium may be granted must not have been the object of any contractual commitment, within the meaning of the regulations, before the 1st of April 1968 and the regular operation to result from such investments must commence before the 1st of April 1972.

8. The investments for which a premium may be granted must be made in one of the portions of the Province of Québec described in the schedule or designated by regulation.

The amount of the premium shall vary according as the investments are made in zone I or zone II and shall not exceed \$500,000.

In zone I the premium shall be equal, for each investment, to twenty-five per cent of the amounts invested.

Manufacturing or processing only.

Used machinery, etc.

Services required.

Condition.

Where investments to be made.

Amount of premium.

Idem.

Montant
de la pri-
me.

Dans la zone II la prime est calculée, pour chaque investissement, à raison de quarante pour cent des premiers \$250,000, de trente pour cent des \$750,000 suivants et de vingt-cinq pour cent de tout montant additionnel investi.

In zone II the premium shall be computed, for each investment, at the rate of forty per cent of the first \$250,000, thirty per cent of the next \$750,000 and twenty-five per cent of any additional amount invested.

Amount
of pre-
mium.

Prime à
certaines
compa-
gnies déjà
subven-
tionnées,
etc.

9. Une prime peut être accordée à une compagnie qui est en mesure d'obtenir ou qui a obtenu, pour le même investissement, une subvention ou prime en vertu d'un régime équivalent à celui qui est institué par la présente loi, pourvu que tous les pourcentages applicables en vertu de la présente loi soient plus élevés qu'en vertu d'un tel régime équivalent pour quelque partie que ce soit du montant investi; dans ce cas le pourcentage applicable pour le calcul de la prime est égal au pourcentage excédentaire pour la partie de l'investissement qui est visée.

9. A premium may be granted to a company which is able to obtain or has obtained, for the same investment, a subsidy or premium under a plan equivalent to that established by this act, provided that all the percentages applicable under this act are higher than under such equivalent plan for any portion of the amount invested; in such case the percentage applicable in computing the premium shall be equal to the excess percentage for the portion of the investment under consideration.

Premiums
to certain
companies
already
subsi-
dized, etc.

Condition.

10. Aucune prime ne peut être accordée pour un investissement inférieur à \$50,000, ni s'il s'agit d'une entreprise existante, pour un investissement inférieur à vingt-cinq pour cent du coût en capital, déprécié selon les règlements, de l'ensemble des usines ou manufactures, de la machinerie, de l'outillage et de l'équipement qui appartiennent à la compagnie et qu'elle utilise au Québec.

10. No premium shall be granted for an investment of less than \$50,000 or, in the case of an existing business, for an investment of less than twenty-five per cent of the capital cost, depreciated according to the regulations, of all the works or manufactories, machinery, tools and equipment which belong to the company and which it utilizes in the Province of Québec.

Condition.

Demande
et son con-
tenu.

11. Toute compagnie qui désire bénéficier des dispositions de l'article 2 doit en faire la demande au ministre; cette demande doit

11. Any company wishing to avail itself of the provisions of section 2 must make application to the Minister; such application must

Applica-
tion and
contents.

a) présenter un exposé complet du programme d'investissement, y compris le coût estimé de sa réalisation;

(a) present a complete statement of the investment program, including the estimated cost of carrying it out;

b) exposer les moyens dont dispose la compagnie qui fait la demande pour assurer la réalisation du projet ainsi que le bon fonctionnement et la rentabilité de l'entreprise;

(b) state the means at the disposal of the applicant company to ensure the realization of the project and the proper functioning and economic feasibility of the business;

c) indiquer les fins pour lesquelles les biens qui feront l'objet de l'investissement seront utilisés.

(c) indicate the purposes for which the property to be invested in will be used.

Autres
rensei-
gnements.

Le ministre peut exiger tout autre renseignement qu'il juge utile.

The Minister may require any other information that he deems useful.

Other
informa-
tion.

Paiement
de la pri-
me.

12. La prime est payée en trois versements: un premier versement égal à soixante pour cent du montant de la prime est effectué à la date du début de

12. The premium shall be paid in three instalments: a first instalment, equal to sixty per cent of the amount of the premium, shall be paid on the date when

Payment
of pre-
mium.

l'activité régulière de l'entreprise; le reste de la prime est payé en deux versements égaux qui sont effectués l'un, douze mois, et l'autre, vingt-quatre mois, après cette date.

the regular operation of the business commences; the remainder of the premium shall be paid in two equal instalments, one twelve months and the other twenty-four months after such date.

Refus et
rembour-
sement.

13. Le ministre peut refuser de verser tout montant à titre de prime et réclamer le remboursement de tout montant qu'il a versé à ce titre lorsque la compagnie à qui une prime a été accordée

13. The Minister may refuse to pay any amount by way of premium and claim the refund of any amount that he has paid as such whenever the company to which a premium has been granted

Refusal
and
refund.

a) a fait une fausse déclaration dans sa demande ou à l'occasion de renseignements qu'elle a fournis au ministre pour les fins de la présente loi;

(a) has made any false statement in its application or in furnishing information to the Minister for the purposes of this act;

b) emploie le montant de tout investissement pour lequel une prime lui a été accordée à d'autres fins que celles qui ont été indiquées au ministre;

(b) uses the amount of any investment for which it has been granted a premium for any purpose other than those indicated to the Minister;

c) cesse d'utiliser pour les fins indiquées au ministre, avant l'expiration des trente-six mois qui suivent la date à laquelle a débuté l'activité régulière de l'entreprise, des biens qui ont fait l'objet d'un investissement pour lequel une prime a été accordée.

(c) ceases to use, for the purposes indicated to the Minister and before thirty-six months have elapsed after the date when the regular operation of the business commenced, property in which an investment was made for which a premium has been granted.

Réglemen-
tation.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

14. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may:

Regula-
tions.

a) définir, pour les fins de la présente loi, les expressions « entreprise de fabrication ou de transformation » et « régime équivalent à celui qui est institué par la présente loi »;

(a) define for the purposes of this act the expressions "manufacturing or processing business" and "plan equivalent to that established by this act";

b) déterminer les renseignements qu'une compagnie doit fournir lorsqu'elle fait une demande de prime en outre de ceux qui sont déjà exigés par la présente loi;

(b) determine what information a company must furnish when it applies for a premium, in addition to the information already required by this act;

c) déterminer les conditions qu'une telle compagnie doit remplir en outre de celles qui sont déjà exigées par la présente loi;

(c) determine the conditions that such a company must comply with in addition to those already specified by this act;

d) prévoir des normes suivant lesquelles peut être déprécié, pour les fins de l'article 10, le coût en capital des usines ou manufactures, de la machinerie, de l'outillage et de l'équipement;

(d) prescribe the standards whereby the capital cost of works or manufactories, machinery, tools and equipment can be depreciated for the purposes of section 10;

e) prescrire la façon dont sera déterminée la date du début de l'activité régulière d'une entreprise pour les fins de l'application de la présente loi;

(e) prescribe the manner in which the date of commencement of the regular operation of a business shall be determined for the purposes of the application of this act;

f) prescrire les modalités de paiement des primes dans la mesure où il n'y est pas pourvu par la présente loi;

(f) prescribe the mode of payment of premiums, in such respects as are not specified in this act;

g) inclure dans la zone II toute partie du Québec qui n'est pas comprise dans cette zone et inclure dans la zone I toute partie du Québec qui n'est pas soumise à l'application de la présente loi;

h) déterminer les cas dans lesquels un engagement contractuel de faire un investissement dans une entreprise peut être considéré comme étant intervenu avant le 1er avril 1968 et définir l'expression « engagement contractuel »;

i) prescrire la façon dont le ministre peut réduire le montant de toute prime lorsque le montant de l'investissement pour lequel il l'a accordée est inférieur à celui qui était envisagé lorsqu'il a accordé cette prime;

j) prescrire toute autre mesure qu'il juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi.

En vi-
gueur sur
publica-
tion.

Tout règlement prévu au présent article est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure fixée par le règlement.

Fonds
consolidé.

15. Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

Applica-
tion.

16. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

(g) include in zone II any portion of the Province of Québec that is not comprised in that zone and include in zone I any portion of the Province of Québec that is not subject to the application of this act;

(h) determine the cases in which a contractual commitment to make an investment in a business may be regarded as having been made before the 1st of April 1968 and define the expression "contractual commitment";

(i) prescribe the manner in which the Minister may reduce the amount of any premium when the amount of the investment for which it was granted is less than that which was contemplated when he granted such premium;

(j) prescribe any other measure which he deems proper for the carrying out of this act.

Every regulation contemplated in this section shall be published in the *Québec Official Gazette*, and shall come into force on the date of its publication or on such later date as may be fixed by the regulation.

In force
upon pub-
lication.

15. The moneys required for the carrying out of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Consoli-
dated
revenue
fund.

16. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the carrying out of this act.

Carrying
out of act

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.

ANNEXE

SCHEDULE

Zone I: Cette zone renferme le territoire des municipalités suivantes: les municipalités de comté d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Champlain, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Compton, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mégantic, Montmagny, Montmorency No 1, Montmorency No 2, Nicolet, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Saint-Maurice et Wolfe; la municipalité du comté de Labelle, moins les municipalités du village de Labelle, du canton de Joly, du canton de La Minerve, de La Conception, de Lac-Tremblant-Nord et de La Macaza ainsi que la partie du canton de Labelle qui n'est pas organisée en municipalité locale; la municipalité du comté de Maskinongé, moins la municipalité de la paroisse de Saint-Didace ainsi que les cantons d'Angoulême, Chapleau, Houde, Kaine, Masson, Aubry, Laviolette, Créquy, Légaré, Villiers, Troyes et Boullé; la municipalité du comté de Papineau, moins les municipalités de Lac-des-Plages et du canton d'Amherst ainsi que la partie de la municipalité des cantons-unis de Suffolk et Addington située dans le canton d'Addington; la municipalité du comté d'Yamaska, moins les municipalités des villages de Saint-Michel et d'Yamaska-Est ainsi que des paroisses de Saint-David, Saint-Gérard-Majella et Saint-Michel-d'Yamaska; la partie de la municipalité du comté d'Abitibi limitée à l'ouest par la ligne ouest des cantons de Gosselin, Douville, Buies, Provancher, Poisson, Hannotiaux, Juneau, Coursol et Lacroix; la partie de la municipalité du comté de Berthier située au nord-ouest du canton de Dupont; la partie de la municipalité du comté de Joliette située au nord-ouest des cantons French et Lenoir; la partie de la municipalité du comté de Montcalm comprenant les cantons Brunet et Franchère ainsi que toute la partie située au nord-ouest de ces cantons; la partie de la municipalité du comté de Kamouraska comprenant la ville de La Pocatière, les municipalités du village de Saint-Pacôme, des paroisses de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Saint-Onésime-d'Ixworth et de Saint-Pacôme,

Zone I: This zone comprises the territories of the following municipalities: the county municipalities of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Champlain, Charlevoix-East, Charlevoix-West, Compton, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mégantic, Montmagny, Montmorency No 1, Montmorency No 2, Nicolet, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, St. Maurice and Wolfe; the county municipality of Labelle, less the municipalities of the village of Labelle, the township of Joly, the townships of La Minerve, La Conception, Lac-Tremblant-Nord and La Macaza, as well as that part of the township of Labelle which is not organized as a local municipality; the county municipality of Maskinongé, less the municipality of the parish of St. Didace as well as the townships of Angoulême, Chapleau, Houde, Kaine, Masson, Aubry, Laviolette, Créquy, Légaré, Villiers, Troyes and Boullé; the county municipality of Papineau, less the municipalities of Lac-des-Plages and of the township of Amherst, as well as that part of the municipality of the united townships of Suffolk and Addington situated in the township of Addington; the county municipality of Yamaska, less the municipalities of the villages of St. Michel and Yamaska-East, as well as the parishes of St. David, St. Gérard-Majella and St. Michel-d'Yamaska; that part of the county municipality of Abitibi bounded on the west by the west line of the townships of Gosselin, Douville, Buies, Provancher, Poisson, Hannotiaux, Juneau, Coursol and Lacroix; that part of the county municipality of Berthier situated to the north-west of the township of Dupont; that part of the county municipality of Joliette situated to the north-west of the townships of French and Lenoir; that part of the county municipality of Montcalm comprising the townships of Brunet and Franchère as well as the entire part situated to the north-west of such townships; that part of the county municipality of Kamouraska comprising the town of La Pocatière, the municipalities of the village of St. Pacôme,

les municipalités de Rivière-Ouelle et de Saint-Gabriel-Lallemant ainsi que le canton Chapais et la partie du canton d'Ixworth qui n'est pas organisée en municipalité locale.

Elle comprend aussi, en plus de la ville de La Pocatière, toutes les cités et les villes situées dans ce territoire.

Zone II: Cette zone renferme le territoire des municipalités suivantes: les municipalités de comté de Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Iles-de-la-Madeleine, Lac-Saint-Jean-Est, Lac-Saint-Jean-Ouest, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscamingue et Témiscouata; la municipalité du comté de Saguenay et toutes les municipalités situées à l'est de la rivière Betsiamites; la municipalité du comté d'Abitibi, moins la partie comprise dans la zone I; la municipalité du comté de Kamouraska moins la partie comprise dans la zone I.

Elle comprend aussi toutes les cités et les villes situées dans ce territoire ainsi que l'île d'Anticosti.

of the parishes of St. Anne-de-la-Pocatière, St. Onésime-d'Ixworth and St. Pacôme, the municipalities of Rivière-Ouelle and St. Gabriel-Lallemant as well as the township of Chapais and that part of the township of Ixworth that is not organized as a local municipality.

It also comprises, in addition to the town of La Pocatière, all the cities and towns situated in such territory.

Zone II: This zone comprises the territories of the following municipalities: the county municipalities of Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé-East, Gaspé-West, Magdalen Islands (*Iles-de-la-Madeleine*), Lake St. John-East, Lake St. John-West, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscamingue and Témiscaouata; the county municipality of Saguenay and all the municipalities situated to the east of the river Betsiamites; the county municipality of Abitibi, less the part comprised in zone I; the county municipality of Kamouraska, less the part comprised in zone I.

It also comprises all the cities and towns situated in such territory as well as the island of Anticosti.